



Rapport d'orientation 2011

adopté en Assemblée Générale

- 5 Préambule
- 1/ Situation sociale des citoyens et de leurs familles
Une nouvelle configuration des inégalités de revenus et de patrimoine
Une école qui n'est plus en mesure de garantir l'égalité des chances
- 10 2/ Analyse géopolitique
- a) Nous sommes dans une période de guerre économique
- b) Comment résister à l'aggravation de la pression néolibérale ?
- 3/ La préoccupation écologique gagne du terrain, mais peine à se lier au combat social
- 4/ Quelle démocratie sociale...
- 5/ ... pour quelle politique de l'emploi
- 15 6/ L'Ufal entre travail théorique et action
- a) Objectifs
- 1) Intensification des résistances par une stratégie à front large
- 2) Développement des cycles d'université populaire
- b) Nos outils
- 20 1) Les secteurs thématiques
- 2) Le Comité consultatif
- 3) Le secteur Éducation populaire
- 4) Les moyens de communication
- 7/ L'Ufal entre représentation institutionnelle, politiques familiales et actions de terrain
- 25 De la nouvelle géosociologie des territoires au besoin de travail de terrain et de développement de nos effectifs
- 8/ En pratique
- a) Action dans le champ social et le terrain local
- b) Action d'éducation populaire
- 30 c) Des moyens accrus en 2011

Préambule

L'exigence de laïcité est présente en permanence dans la réflexion et les prises de position de l'UFAL : c'est un fil conducteur de tous les développements du présent Rapport d'Orientation.

35

La position spécifique de l'UFAL, qui rejette également les accommodements avec les communautarismes et un ultralaïcisme de plus en plus suspect, s'est affinée au cours des dernières années notamment à partir du combat contre une dérive qui a été observée y compris dans ses rangs : l'actualité de 2010 est venue confirmer sa pertinence et sa portée.

40

Les défenseurs de la laïcité doivent en effet à la fois :

- Dénoncer le détournement des principes républicains par les extrêmes droites, françaises et européennes. La laïcité est ainsi instrumentalisée pour une campagne raciste et xénophobe contre une prétendue « invasion islamique », au nom d'une « identité chrétienne de la France » tout aussi imaginaire et dangereuse. L'UFAL refuse l'idéologie du « choc des civilisations ».
- Dénoncer avec la même vigueur les provocations de l'islamisme politique (prières de rue, port de la burqa ou du voile sur les lieux de travail, etc.). Ces actions minoritaires, qui ne mobilisent qu'une minorité des musulmans de France, visent un but politique : tester la capacité de réaction de la République laïque, pour l'obliger à des « accommodements raisonnables » et faire insidieusement progresser l'application de la charia. Or, si la République garantit le libre exercice des cultes, c'est sous réserve du respect de l'ordre public et des convictions (ou non-convictions) d'autrui.
- Interpeller les autorités investies des pouvoirs de police sur leur inaction quasi systématique devant ces provocations, comme celles d'autres religions (manifestations catholiques anti-IVG), qui conduisent à exacerber les tensions entre habitants et à développer les bases des haines communautaristes. Or la tolérance ne peut s'exercer que si elle est mutuelle !
- Demander des comptes aux politiques qui, par angélisme ou machiavélisme, s'abstiennent de prendre position pour que « l'ordre public défini par la loi » s'applique également à tous, proclament une « tolérance » à sens unique, et invoquent les capacités des lieux de culte d'une seule religion, alors que ce sujet ne concerne strictement que ses adeptes.

65

Ce qui vaut pour la France guide aussi l'analyse de l'UFAL à l'international. C'est ce que nous appelons globaliser les luttes.

Nous devons combattre, en recherchant de partenaires internationaux, le renouveau des extrêmes-droites européennes : s'affichant souvent d'inspiration religieuse, elles s'appuient tant sur la xénophobie (référendums suisses) que par un « familialisme » opposé aux droits des femmes (IVG) et des couples non mariés ou homosexuels.

70

Enfin, l'attitude de la France face aux soulèvements des peuples au Maghreb et au Proche-Orient nous oblige à rappeler que les régimes tyranniques ne sauraient être soutenus sous prétexte de leur lutte contre les extrémistes religieux.

75 **1/ Situation sociale des citoyens et de leurs familles**

Nombre de citoyens et de leurs familles voient croître leurs difficultés de vie. La solidarité est détruite partout et la charité ne parviendra jamais à enrayer l'accroissement des inégalités sociales. Le saccage, par les intérêts capitalistes, de notre industrie, de notre agriculture et de notre recherche laisse mal-augurer de l'avenir.

80 On sait que depuis 1982, la pression des financements privés et des placements boursiers s'est exercée au détriment des salaires directs et indirects, dont la part dans le produit intérieur brut¹ (PIB) a décru de 9,3 points, réduisant d'autant les mécanismes de financement par répartition. Cette « déformation de la valeur ajoutée » correspond à plus
85 de 180 milliards d'euros par an sur un PIB de 2 000 milliards d'euros. Outre cette stagnation des salaires, la crise installée depuis 2007 est instrumentalisée pour faire payer les salariés une deuxième fois avec l'effondrement de l'emploi, particulièrement chez les jeunes, et une troisième fois avec le recul de l'âge de départ à la retraite...

90 **Une nouvelle configuration des inégalités de revenus et de patrimoine**

Les inégalités de revenus ou de niveau de vie² sont généralement mesurées par le rapport entre les revenus ou le niveau de vie plancher des 10 % les plus aisés et les revenus ou le niveau de vie plafond des 10 % les plus modestes, c'est le rapport interdécile D9/D1. Entre 1996 et 2007, ce rapport a baissé de 4,8 % ce qui laisserait penser que les inégalités
95 baissent.

Mais pendant cette même période, la moyenne des revenus disponibles et des niveaux de vie (somme divisée par le nombre) a plus augmenté que la médiane (valeur qui partage la distribution en deux parties égales). C'est donc qu'il existe des très hauts revenus qui augmentent plus que le reste des revenus et qui tirent la moyenne vers le haut. En effet, si
100 on regarde plus finement l'évolution des revenus des 10 % les plus riches, on constate que les revenus moyens déclarés entre 1998 et 2005 ont augmenté de 8,7 % pour les 10 % les plus riches, de 19,4 % pour les 1 % les plus riches (appelés personnes à très hauts revenus), de 32,0 % pour les 0,1 % les plus riches et de 42,6 % pour les 0,01 % les plus riches. On peut à ce stade tirer deux conclusions : il y a bien une explosion des très hauts
105 revenus ces dernières années, inégalité criante alors que la majorité de la population peine à boucler ses fins de mois, et il y a une défaillance du système redistributif.

Mais il ne faut pas s'intéresser uniquement aux revenus. En effet, si on regarde le patrimoine des ménages, on observe que le rapport entre le patrimoine moyen du dernier décile et le patrimoine moyen du premier décile a augmenté de 31 % entre 1997 et 2003.
110 Autre élément important, le budget des ménages peut être partagé entre les dépenses contraintes, auxquelles on ne peut échapper, et le revenu « libéré », c'est-à-dire le reste à vivre qui peut faire l'objet d'arbitrages. En 25 ans, les dépenses contraintes sont passées de 24 à 48 % du budget des familles les plus modestes et de 20 à 27 % de celui des familles

¹indicateur économique qui mesure les richesses créées dans un pays donné pour une année donnée

²revenus pondérés par la composition du ménage

115 les plus riches. L'écart sur le revenu arbitral entre riches et pauvres est donc encore plus
important que l'écart sur le revenu lui-même, déjà considérable. De là découlent un fort et
juste sentiment d'inégalité et l'impression de baisse du niveau de vie des familles modestes
alors que les statistiques nationales affichent une augmentation du « pouvoir d'achat ».
120 Dans le même temps, la proportion d'individus déclarant s'imposer régulièrement des
restrictions sur un ou plusieurs postes de leur budget est passée de 71 à 80 % dans les
catégories modestes contre 40 à 29 % pour les hauts revenus.
Le logement occupe une place prépondérante dans les dépenses, et la part des dépenses
liées au logement dans le budget des ménages est passée de 9 à 21 % au cours des 45
dernières années.
125 Nous pouvons donc conclure que, contrairement au discours officiel, les inégalités
augmentent et qu'elles se creusent par le haut, et que c'est donc le scandale des très hauts
revenus qu'il faut dénoncer pour exiger une fiscalité effectivement redistributive et capable
de niveler des inégalités obscènes.

130 **La perception de l'injustice sociale est exacerbée par la remise en cause des principes républicains**

Nous n'approfondirons pas dans ce rapport les nombreux domaines de ces atteintes, que
l'on retrouve dans les prises de positions de l'UFAL :

- 135 • progrès du système assurantiel au détriment de la protection sociale solidaire
(les complémentaires aujourd'hui, demain la dépendance...)
- affaiblissement du contrôle des collectivités territoriales sur leurs ressources,
creusement des inégalités géographiques, et démocratie locale insuffisante et
dépassée
- 140 • progrès de la déréglementation et des privatisations et rétrécissement du
champ du service public
- absence de véritables politiques industrielles, abandon de la recherche et
développement
- absence d'égalité professionnelle effective et relatifs reculs de la condition
féminine (contraception et IVG...)
- 145 • atteintes à la laïcité
- amplification de l'insécurité et stigmatisation de l'Autre...
pour développer un cas... d'école.

Une école qui n'est plus en mesure de garantir l'égalité

150 Il faut bien comprendre que le modèle sur lequel l'école républicaine s'est progressivement
construite est le seul qui soit susceptible de garantir l'égalité. Enseigner des programmes
nationaux, recruter les professeurs par concours avec pour seuls critères la maîtrise de leur
discipline et leur capacité à en exposer clairement les contenus, leur exposer toutes les
méthodes pédagogiques, leur laisser une réelle liberté pédagogique sans leur imposer une
méthode officielle, protéger l'école contre les pressions sociales, les préjugés et les modes,
garantir le niveau des diplômes en ne cédant jamais sur les exigences : voilà autant de
155 principes qui ont permis à l'école républicaine de jouer son rôle d'ascenseur social.
Si l'école publique n'est plus en mesure de jouer ce rôle aujourd'hui, si les inégalités entre
les établissements se creusent, si la reproduction sociale n'a jamais été aussi marquée, la

raison ne tient pas à la nature du modèle républicain sur lequel l'institution scolaire se fonde, mais bien à un choix politique : celui d'abandonner ce modèle au moment même où l'école se démocratisait. En cela, il y a une continuité remarquable entre les politiques scolaires menées par les gouvernements de droite et de gauche, dominée par le double objectif néolibéral et technocratique de la gestion des flux d'élèves et de baisse de la part de l'enseignement dans le PIB. L'un des leviers de ces politiques est la mise en concurrence des établissements qui combinée à la suppression de la carte scolaire pousse à un alignement par le bas des exigences.

L'école publique subit, depuis quarante ans, une seule et même contre-réforme, à laquelle le gouvernement actuel n'a fait que donner un coup d'accélérateur pour en précipiter la destruction. Ses intentions sont claires : mettre l'école publique sous perfusion en diminuant drastiquement les moyens (16 000 suppressions de postes/an de 2010 à 2012), intensifier ainsi la concurrence entre le privé et le public au détriment de ce dernier afin de « libérer » le marché de l'enseignement.

Pour toutes ces raisons, l'année 2010 aura été marquée par une désaffection croissante des citoyens à l'égard des élites politiques et de leurs relais médiatiques : l'abstentionnisme de mars 2010 en témoigne. La résistance aux politiques anti-sociales, au contraire a trouvé dans le projet de réformes des retraites un motif de très large mobilisation.

2/ Analyse géopolitique

a) Nous sommes dans une période de guerre économique

Quatre années charnières ont structuré la période que nous vivons. 1979, année du Consensus de Washington annonçant la période de la mondialisation néo-libérale. 1989, l'écroulement de l'Union soviétique et permettant la mise en place du turbocapitalisme. 2000, année du krach internet. 2007, avec le déclenchement d'une crise de grande ampleur dès l'été de cette année.

Depuis, tout s'est précipité : malgré le krach bancaire et financier de septembre 2008, ni le G8 ni le G20 n'ont changé les règles du jeu économique, le sauvetage des banques a mis en difficultés les États les plus faibles (d'abord la Grèce en attendant les autres), les tentatives de relance ont endetté massivement les États sans empêcher pour autant la crise sociale et la hausse du chômage, la montée des égoïsmes nationaux, puis les appels de l'Union européenne et du FMI à des plans de rigueur de plus en plus stricts, nous entraînant dans un cycle infernal.

Il faut bien comprendre l'enchaînement économique : baisse tendancielle du taux de profit, baisse effective des taux de profits, déplacement du curseur qui sépare, dans la répartition des richesses, d'une part les salaires et les cotisations sociales et d'autre part les profits. Il faut aussi en comprendre le pendant financier : l'utilisation de la création monétaire sans contrepartie économique par la spéculation boursière privée qui alimente les différentes bulles spéculatives.

Certains analystes se demandent même si nous n'entrons pas dans la période d'un nouveau « pli historique » prenant la suite de celui qui fut ouvert au XVI^e siècle et qui a engendré le capitalisme. Ceux qui suivent cette analyse notent donc la possibilité d'un dépassement du capitalisme.

Cette crise économique ouvre la voie à une intensification de la guerre économique. Les nouvelles capacités de production industrielle créées hors de l'Europe et des USA engendrent une nouvelle donne dont les salariés font les frais. Un accroissement important des migrations au sein des grands pays émergents et d'une façon générale dans toute la planète suscite de nouveaux conflits. Paradoxalement cette situation entraîne un surcroît de mobilisations militaires, augmentant le risque de guerre globale comme « poursuite de la concurrence économique capitaliste par d'autres moyens ».

b) Comment résister à l'aggravation de la pression néolibérale ?

Outre l'enchaînement mortifère décrit ci-dessus qui aboutit à faire financer les plans de rigueur par les seuls salariés, cette nouvelle situation montre, de la part de la gouvernance mondiale (patronat multinational, associations multilatérales et régionales et administration étasunienne), une volonté de lancer la guerre des civilisations, théorisée par Samuel Huntington, sur le champ économique, voire politico-militaire. Comme l'UFAL l'a noté depuis des années, cette volonté s'accompagne tout naturellement d'un régime de faveur envers les intégrismes, avec les chocs en retour que les démocraties occidentales connaissent aujourd'hui.

C'est pour cela que se développe aujourd'hui l'idée d'une double résistance : celle vis-à-vis des politiques de l'Union européenne et celle vis-à-vis des banques et institutions financières multilatérales.

3/ La préoccupation écologique gagne du terrain, mais peine à se lier au combat social

Après la période du développement durable que l'on peut caractériser comme une réaction défensive du capital face aux répercussions sociales croissantes des atteintes environnementales et à une opinion publique de plus en plus sensibilisée et inquiète, le capitalisme est désormais passé à une nouvelle période, celle du capitalisme vert. Il a en effet retrouvé une posture offensive pour reprendre le cours de son histoire, à savoir engranger toujours plus de profits, en conquérant de nouveaux marchés, soit de production (voitures électriques, panneaux solaires, éoliennes, « gestion » des déchets, etc.), soit financiers (marché des droits à polluer).

L'impossibilité pour une partie de la gauche française de renoncer au scientisme¹ et au productivisme² a conduit une majorité des mouvements écologistes à un isolement et à une inculture en terme d'analyse politique globale. Nombre de mouvements ont alors fétichisé

¹ Scientisme : À ne pas confondre avec « le recours à la science » ! Nous utilisons ce terme, non dans son sens philosophique, mais pour désigner l'attitude qui consiste à évacuer les problèmes posés par le développement d'une société fondée sur le profit (épuisement des ressources, pollutions, etc.) en posant que les progrès scientifiques et techniques permettront de résoudre les effets, sans qu'il soit besoin de s'attaquer aux causes. Autrement dit la science comme « alibi de l'irresponsabilité ». Exemple : affirmer que la science pourra, dans quelques dizaines d'années, régler le problème de l'énorme production de déchets actuelle, au lieu de remettre en cause son origine (externalisation des nuisances liées à la production et à la distribution).

² productivisme : À ne pas confondre avec « la production ». Le productivisme est une « religion de la production », dont l'augmentation est identifiée au progrès sans que l'on s'interroge sur sa nature, sa finalité, ni ses « dégâts collatéraux ». Exemple de ses méfaits : la fabrication d'armements augmente la production et crée des emplois ; l'assèchement de la Mer d'Aral pour accroître la production de coton...

235 l'environnement en reléguant l'être humain au second plan et en laissant de côté la critique
du paradigme de l'« économisme » de l'ère industrielle. En ce sens, ces mouvements ont
abandonné une ligne d'écologie politique pour devenir des mouvements
« environnementalistes ». Plusieurs conséquences à cela : superficialité d'analyse politique
(qui les a conduits jusqu'à soutenir le traité de Lisbonne), absence de globalisation des
240 combats et attirance pour les positions individualisantes au détriment des solutions
collectives (taxe carbone, crédit d'impôt, etc.), absence de vision républicaine quant au
projet d'une société (communautarisme contre la laïcité, peu d'engagements dans la
défense de la retraite, de l'éducation, des services publics, etc.). Inversement, depuis les
245 années 70, les mouvements de gauche sont majoritairement restés sur des positions
productivistes et scientistes avec pour conséquence un enlèvement idéologique qui a
condamné chez eux toute création d'un projet alternatif de société.
Alors même que la crise écologique¹ est une réalité que nul ne conteste, personne n'a
entrepris de promouvoir une citoyenneté écologique² qui ne serait pas de faire payer des
250 taxes à des consommateurs culpabilisés, mais, notamment au travers d'un travail
d'éducation populaire, de faire prendre conscience des vraies responsabilités et d'ouvrir des
perspectives politiques et démocratiques pour répondre conjointement à la crise sociale et à
la crise écologique.
Il faut pour cela impérativement fusionner l'économie et l'écologie, c'est-à-dire s'opposer à
l'environnementalisme d'une part et au capitalisme vert d'autre part. Car d'un côté les
255 micro-initiatives individuelles ou associatives (protection immédiate de la nature) sont
fétichisées alors qu'elles sont incapables de remettre en cause le système dans sa globalité
(c'est-à-dire de se poser la question de la qualité de vie individuelle et collective) ; et de
l'autre, les multinationales voient avec appétit de nouveaux marchés s'ouvrir et des profits
se profiler payés par des consommateurs culpabilisés sur leur consommation et obligés de
260 payer des délégations de services publics pour des services qui devraient relever de la
gestion de biens communs de l'humanité (eau, air, terres agricoles, etc.).
Si on accepte de pousser la logique jusqu'au bout, alors il faut proposer de véritables
ruptures avec le système actuel. Pour cela, ce ne sont pas des utopies ni des micro-
expérimentations locales qui seront efficaces, mais un engagement citoyen capable
265 d'imposer un rapport de force pour rompre avec lui. Ce qui suppose des actions d'éducation
populaire et un discours sans tabous, c'est à dire qui accepte de remettre en question le
productivisme et le libre-échangisme gravé dans le marbre des traités européens et de
l'OMC, mais aussi le productivisme dans la tradition d'une majorité des mouvements de la
gauche française qui confond encore souvent « environnementalisme » et écologie politique.
270 En partant de l'utilité sociale, de la prise en compte des risques sociaux-environnementaux
et de la préservation des ressources, il est possible de définir un nouveau paradigme d'une
production sociale et écologique qui renoue avec l'utilité, la qualité, la solidarité, la
proximité, la diversité et le bien-être.

¹ crise écologique : désigne la prise de conscience récente du caractère fondamental et difficilement réversible de certains dégâts
causés par le « productivisme » à l'humanité et à la planète elle-même. Le réchauffement climatique provoqué par l'activité
15 humaine est le plus cité : mais il ne faut pas oublier la perte de biodiversité, le développement des maladies liées à la dégradation
de l'alimentation, à la pollution, à l'usage inconsidéré d'antibiotiques, ni la question de l'accès à l'eau et à la nourriture, qui
menacent l'existence de populations entières ou les condamnent à des migrations.

² citoyenneté écologique : progrès indispensable de la démocratie consistant à placer le citoyen en amont des décisions qui
concernent le mode de développement de la société dans laquelle il vit. Le citoyen est alors acteur, et non simple contribuable
20 passif (y compris de taxes dites « écologiques ») subissant des choix imposés. Il doit pouvoir intervenir sur la nature de son travail
et de sa production, et sur leur utilité sociale.

275 Mais la définition de l'utilité sociale ne doit pas relever de l'entreprise, mais être
démocratisée et relever de la citoyenneté.
Cela suppose aussi de relocaliser les lieux de décision et de production (industrielle et
agricole), et d'instaurer un contrôle démocratique de la production, sans quoi il sera
impossible de faire évoluer les modes de production. La relocalisation, ce n'est pas juste
ramener les emplois en France, cela passe par la redéfinition d'une production qui ne soit
280 plus au service d'elle-même et du profit (productivisme), mais au service de la durabilité, de
l'accessibilité, de l'usage (au lieu du consumérisme). Tout ceci est au cœur de l'écologie
politique et appelle la démocratisation de l'organisation productive et la gestion des
organisations productives socialisées par la force de travail, démocratisation qui n'est
concevable qu'avec le soutien de l'État et une vision constructive de la Nation.
285 Il est dès lors évident que lier le combat écologique et le combat social n'est pas un slogan
dans l'air du temps, mais une nécessité. Si les prémices d'une telle liaison se sont fait jour
lors de la préparation du sommet de Copenhague fin 2009, le chemin est encore long, et
l'UFAL a son rôle à jouer.
Notre caractéristique d'association familiale nous permet de partir de la situation des
290 citoyens et de leur famille, de leur ressenti, de leurs préoccupations et de leurs besoins, et
de nous fixer comme objectif de rétablir une capacité d'autonomie de jugement et de
décision.
L'écologie n'est pas la sauvegarde de la nature. Pour les citoyens et leur famille, l'écologie,
c'est leur habitation, leurs moyens de transport, leur mode de consommation, leur
295 alimentation, leur santé (qui n'est pas simplement l'accès à un système de santé !), leur
capacité à décider de leurs activités et de leur qualité de vie.
Les politiques de l'habitat, des transports et de l'énergie doivent permettre aux familles de
regagner une capacité d'autonomie de décision, cela passe obligatoirement par une
planification écologique, un service public fort et une meilleure distribution des richesses.
300 Nous rejetons aussi bien l'environnementalisme (souvent déguisé en écologie politique) que
le capitalisme vert, les promoteurs de la décroissance que ceux de la croissance érigée en
dogme. Nous proposons un État au service de la volonté générale et des citoyens émancipés
du consumérisme et du productivisme, de revenir au projet de l'écologie politique, en le
liant à nos autres combats pour aller vers une écologie républicaine.

305 **4/ Quelle démocratie sociale...**

Le changement de paradigme doit nous entraîner à réfléchir à un système politique,
économique et culturel en rupture avec le système actuel qui s'inscrit dans le modèle
républicain dans lequel :

- nous sortirions de la soumission à la valeur travail (et non du travail !) comme
310 rapport social capitaliste définissant « l'utilité sociale » d'une personne :
suppression des employeurs pour permettre la créativité des entrepreneurs,
suppression du marché du travail par le développement du système déjà
existant du salaire à la qualification (et de la retraite comme salaire
continué¹) ;

¹Le vocabulaire utilisé ici n'est pas celui du sens commun, mais procède des travaux de l'Institut Européen du Salarial (IES, dirigé par Bernard Friot) : au lieu de rester défini comme le prix de la force de travail, le salaire prend pour principale assise la qualification du salarié (comme dans le cas de la fonction publique) et le salaire à vie de tous les actifs se substitue au marché du travail, au mythe du plein emploi. De ce fait, l'entrepreneur remplace l'employeur. Dans le cas des retraites, les pensions s'analysent comme du salaire continué, et non différé par l'épargne.

- 315 • les grandes orientations économiques et politiques seraient mises en délibération pour former la volonté générale selon un mode démocratique et non plus décidées par ceux qui ont comme objectif central le profit via un système productiviste, détenteurs du capital ou leurs alliés de la technocratie d'État ;
- 320 • la créativité des citoyens s'exprimerait dans le sens de l'utilité commune, en commençant par leur implication dans la gestion des entreprises.
- l'emploi salarié ne serait pas la matrice du lien ou de l'utilité sociale, qui émanerait de l'implication dans la construction (même indirecte) et la défense de la volonté générale¹.
- 325 À l'occasion de cette réflexion, l'UFAL pourra approfondir la confrontation entre la représentation nationale (généralement doublée de lobbying) et la démocratie participative (généralement pilotée par les pouvoirs). Après l'échec du paritarisme qui a succédé à la démocratie sociale établie par le Conseil national de la Résistance, il est temps de redéfinir dans une série d'instances :
- 330 • la place des citoyens dans l'État et les collectivités territoriales,
- la place des salariés (voir ci-dessus),
- la place des usagers (services publics) et/ou des cotisants (cas des organismes de protection sociale).
- Le cas de la représentation des familles (des jeunes familles plus particulièrement) nous
- 335 concerne au premier chef (voir point 7).

5/...pour quelle politique de l'emploi

Dans le cadre du changement de paradigme qui vient d'être évoqué, la destruction de notre tissu industriel, les réformes néfastes de l'enseignement supérieur et de la recherche, secteurs constituant les bases fondamentales de la création, posent problème à l'UFAL, ne serait-ce que

340 par l'impact du chômage.

Car il est bien établi que le bon fonctionnement des éléments liés étroitement entre eux de la chaîne « enseignement/recherche fondamentale/innovation/recherche et développement industriel ou agricole/production industrielle de biens matériels/services/culture » constitue la condition indispensable à la création d'emplois. L'affaiblissement de l'un de ces éléments

345 dans une Nation entraîne automatiquement l'affaiblissement de l'ensemble des autres éléments.

Ces analyses, développées avec le Comité consultatif, permettent à l'UFAL d'apporter des éléments d'information et de mobilisation aux familles, par exemple sur la politique actuelle

350 relative à l'énergie (loi NOME, prix de l'électricité, prix des carburants ou du gaz, etc.) et d'apporter sa contribution au développement de secteurs potentiellement riches en emplois à haute et/ou moyenne technologie. Elles permettent aussi de développer l'esprit critique des familles en les informant de l'état économique de notre pays, de combattre l'esprit de soumission des salariés dans les entreprises, pour aller si nécessaire jusqu'à la prise de

355 contrôle des organisations productives.

¹En 2010, le Comité consultatif de l'UFAL a produit de nombreuses analyses sur ces sujets

6/ L'Ufal entre travail théorique et action

a) Objectifs

360 Les luttes du peuple et la résistance s'intensifient, mais ne sont pas encore au niveau
nécessaire pour stopper la remise en cause massive et accélérée des conquêtes sociales
issues de la période de 1944 à 1982. Même s'il ne manque pas de cadres militants au plan
local, l'élargissement des luttes nécessaires à leur aboutissement se heurte au fait que de
nombreux militants ont du mal à saisir la stratégie efficace. Nous proposons deux axes
d'action :

365 **1) Intensification des résistances par une stratégie à front large**

Travailler dans une stratégie à front large n'implique pas un consensus total avec les
partenaires du champ social avec lesquels l'UFAL travaille et n'empêche pas de développer
une forte radicalité de la pensée ni de la traduire dans les initiatives d'éducation populaire
tournées vers l'action. Car il n'est plus possible de sortir de la crise par des « rafistolages »,
370 des « rustines ». Il faut en fait changer de paradigme et donc œuvrer à la transformation
culturelle, économique, écologique, sociale et politique. Or rien ne viendra à bout des
dirigeants actuels et de leur système culturel, politique et économique sans cette stratégie
de résistance à front large dans laquelle puissent persister des divergences quant aux
alternatives.

375 Nous devons sur ce point nous opposer au social-libéralisme qui ne souhaite pas remettre
en question le fondement du capitalisme actuel, mais aussi au gauchisme qui semble passer
son temps à diviser les fronts de résistance pour imposer des mots d'ordre que les salariés
ne suivent pas.

380 Mais c'est dans l'éducation populaire tournée vers l'action et non dans les fronts de
résistance, que les analyses radicales et les alternatives de sortie de crise doivent être
présentées de façon que petit à petit ce soient les citoyens et salariés qui par eux-mêmes
suggèrent, proposent les analyses les plus radicales, les moyens d'action nécessaires et
efficaces.

385 C'est comme cela que se sont produites les avancées de 1936 et de 1968 alors que les
directions des organisations politiques et syndicales n'avaient pas mis dans leur programme
le dixième de ce qu'ils ont obtenu. Le seul cas contraire est la période 1944-46 qui a été
prévue et pensée par le Conseil national de la Résistance. Mais l'histoire ne repasse pas les
plats...

2) Développement des cycles d'université populaire

390 Il s'agit de permettre aux citoyens éclairés et aux militants de comprendre d'une part la
nouvelle complexité de leur environnement et d'autre part la nécessaire globalisation des
luttes ; de proposer à des femmes et des hommes profondément demandeurs, quelles que
soient leurs affiliations syndicales ou politiques, des analyses et alternatives que beaucoup
ne trouvent pas dans leurs organisations respectives.

395 À côté du champ politique avec ses partis, au sein du mouvement social, avec
principalement le mouvement syndical, et secondairement les associations, l'UFAL se
propose de développer cette activité, via principalement les cycles d'université populaire

b) Nos outils

1) Les secteurs thématiques

400 Dans le prolongement des précédents Rapports d'Orientation, il faut redire la place centrale des secteurs dans l'activité de l'UFAL; ils concentrent en effet les compétences, l'information et le débat ; ils analysent les rapports de force et proposent les stratégies à front large dans leurs domaines respectifs ; ils élaborent des textes à destination interne à valider dans les instances ou à diffusion externe ; ils participent étroitement à la formation des militants et aux activités d'éducation populaire.

405 Les secteurs de l'UFAL (École, Santé Protection sociale, Féminisme et Laïcité, Service public, Développement écologique et social) ne sont ni cloisonnés, ni figés : ils peuvent se saisir de champs nouveaux et un nouveau secteur est créé fin 2010, celui du Logement. Des domaines de développement possible (personnes âgées/dépendance, consommation, enseignement professionnel...) sont identifiés pour l'avenir.

2) Le Comité consultatif

Il s'alimente des travaux des secteurs et les enrichit par un regard transversal, des questionnements autres (en 2010 énergie, recherche fondamentale et R&D, désindustrialisation de la France, territorialité et démocratie locale...). Pour renforcer la réflexion sur les questions économiques, la rencontre de chercheurs invités, qui n'appartiennent pas forcément à l'UFAL, est fructueuse : ce fut le cas en 2010 à l'occasion de notre première Université populaire parisienne ou à l'Université d'été (B. Friot, M. Zerbato...)

3) Le secteur Éducation populaire

420 Il est maître d'oeuvre pour organiser les conférences, les colloques et l'UPL, les cycles d'université populaire, ainsi que les formations. Le succès des initiatives de l'année 2010 le confronte à la difficulté de répondre à toutes les demandes. C'est pourquoi il est impératif en 2011 de mettre en pratique mieux encore le leitmotiv du dernier Rapport d'Orientation « Tout se joue dans les UFAL locales » !

4) Les moyens de communication

L'animation du réseau des UFAL, l'image extérieure et l'impact du mouvement sont largement liés à ces outils : site et blogs, lettres électroniques, journal trimestriel. Grâce à une implication croissante des secteurs, leur amélioration peut être poursuivie. Il importe là aussi que les UFAL locales s'approprient les moyens mis à leur disposition.

430 À l'horizon 2011, s'ouvre la perspective de collaborer à une nouvelle collection de livres pour décliner les thèmes d'éducation populaire de l'UFAL et les ouvrir à un public plus large.

7/ L'Ufal entre représentation institutionnelle, politiques familiales et actions de terrain

435 a/ L'UFAL, mouvement à recrutement général de l'UNAF, se voit placé dans une position très
minoritaire dans la représentation des familles pour des raisons historiques (une institution
marquée par le familialisme) et le désintérêt des forces de gauche pour ces questions. Cela
ne doit pas être un prétexte à délaissé le champ des politiques familiales ni à négliger les
actions de proximité avec les familles, et plus particulièrement des familles populaires dont
440 la voix n'est pas celle qui porte le plus !

Ainsi l'UFAL, qui a dans le passé beaucoup agi pour la laïcisation du Code civil, regrette de
voir une fraction de l'opinion et des partis de gauche réduire la politique familiale à la
revendication de l'homoparentalité (ou d'une parentalité nouvelle), mais se montrer peu
sensibles à la politique familiale « sonnante et trébuchante ». Car il y a une politique

445 familiale républicaine de gauche et c'est celle qui intéresse les couches populaires :

- 40.000 places nouvelles de crèches collectives et familiales par an et déplaçonnement de la prestation de service pour aider le fonctionnement des structures municipales,
- des allocations logement et une politique du logement permettant à tous de se loger décemment,
- 450 • la double modulation de l'ARS en fonction de l'âge et du type d'enseignement secondaire, comme première phase vers l'école réellement gratuite,
- la transformation des allocations familiales en salaire socialisé à l'enfant et au jeune, dès le premier enfant.

455 Cette dernière revendication, déjà ancienne à l'UFAL, nous proposons de l'assortir du
remplacement du quotient familial, avec une fiscalité directe fortement progressive. Placer
le principe contributif (« à chacun selon ses besoins , chacun y contribuant en fonction de
ses moyens ») aux antipodes de la charité, c'est ce que nous défendons dans d'autres
domaines : le service public par exemple. Ne peut-on même réfléchir à ce que les
460 cotisations sociales soient progressives ?

De par sa participation au Haut Conseil de la Famille, l'UFAL doit en 2011 se saisir plus
fortement du domaine de la politique familiale « effective ».

465 b) Les agréments dont dispose l'UFAL de façon générale, via l'UNAF, le ministère de la Santé
ou en tant qu'association d'éducation populaire, elle doit les utiliser à plein, au niveau
national, régional départemental et local.

En 2011, nous devrions aussi nous fixer l'objectif d'un agrément Éducation nationale, sous
le contrôle du secteur École, permettant l'intervention dans les lycées et collèges.

470 Tout un travail de maillage est à faire entre nos divers représentants, et pour leur formation.

c) L'action de proximité des UFAL locales participe pleinement de ces objectifs et doit être à
double sens : rendre un service et informer les familles, appliquer localement les actions de
mobilisation et d'éducation populaire, mais aussi, au contact des adhérents et des

475 sympathisants, permettre la remontée des ressentis voire des contestations, des initiatives et résistances sur le terrain.

De la nouvelle géosociologie des territoires au besoin de travail de terrain et de développement de nos effectifs

480 Force est de constater l'isolement de la majorité des cadres politiques et des militants dont les discours et les pratiques n'attirent plus les couches populaires (ouvriers, employés, majoritaires dans le pays). Ceci se traduit par une abstention sans précédent aux dernières élections européennes et régionales, l'importante rotation et le vieillissement des adhérents, mais aussi par les difficultés rencontrées par les échelons militants politiques et syndicaux en dehors des villes-centres. Il est vital de ce point de vue que UFAL s'adresse
485 particulièrement aux élus locaux (ils sont 500.000 !) qui vivent de nouvelles difficultés suite aux politiques gouvernementales et qui prennent petit à petit conscience de la montée des ouvriers et des employés dans les zones périurbaines et rurales.

490 Les couches populaires chassées des villes-centres, en diminution lente dans les banlieues et en croissance forte dans les zones périurbaines et rurales souvent dans des habitations individuelles plus ou moins dégradées et isolées. En raison de ce retard pris par les cadres politiques et les militants des grandes organisations politiques, l'UFAL ne peut plus compter exclusivement sur eux dans l'analyse de notre environnement, se doit de travailler avec le mouvement social (syndicats, mutuelles résistantes et associations) dans le travail de résistance selon une stratégie à front large et dans la construction du débat sur les alternatives.

495 **8/ En pratique**

Les Rapports d'Orientation 2009¹ et 2010² ont déjà formulé pour l'UFAL en général et ses dirigeants en particulier, la nécessité de marcher « sur ses deux jambes », c'est-à-dire d'associer l'action locale et la participation à l'action nationale d'éducation populaire. Il faut donc remettre ces objectifs en lumière, avec des moyens correspondants.

500 **a) Action dans le champ social et le terrain local**

Les UFAL locales doivent apporter des services concrets à leurs familles adhérentes.

Certaines l'ont parfaitement démontré avec notamment :

- Des permanences sociales et de consommation
- L'accès à des centres de soins
- 505 • Un accès à une mutuelle santé à des conditions privilégiées
- Des épiceries solidaires
- Des actions pour favoriser l'accès à des activités culturelles
- Du soutien direct aux familles (aide à la parentalité, soutien scolaire, bourses aux jouets, etc.)

510 Les UFAL locales doivent prioritairement s'investir dans le mouvement familial en participant aux actions de leur UDAF et en se faisant reconnaître comme d'authentiques associations familiales, notamment par leurs actions sociales sur le terrain.

Ce faisant, elles s'assureront des financements pérennes par les apports nationaux et locaux du fonds spécial et obtiendront beaucoup plus facilement l'aide des collectivités territoriales.

515

b) Action d'éducation populaire

Pour permettre à ses familles de s'engager dans une citoyenneté active par la compréhension des problèmes de la société dans laquelle elles vivent, la mission éducative de l'UFAL ne peut se concrétiser efficacement que par la mise en place d'un plan d'action

520 avec l'aide des pouvoirs publics et des structures existantes (Universités, collectivités, Associations ...)

25 ¹ « Notre action à l'UNAF se déploie d'une façon claire. Nous devons aider la vingtaine d'UFAL nouvellement créée à demander leur agrément à l'UDAF. Le secteur Éducation populaire, nouvellement créé, devra se mettre au service des UFAL locales pour les former et à développer les demandes de subventions et à former, sur leur demande, les UFAL locales à ce travail indispensable, car l'argent est le "nerf de la guerre".

"Pour agir au niveau local et départemental, les Ufal disposent de :

- l'action sociale, qui est d'autant plus prioritaire que la situation des citoyens et de leur famille se dégrade,
- l'ancrage dans le mouvement familial afin d'augmenter le poids de l'Ufal au sein des Udaf et de l'Unaf.

30 C'est par la réalisation concomitante de ses différentes actions que le travail de l'Ufal sera le plus efficace et que nous arriverons à faire progresser nos idées."

² « Tout se joue dans les Ufal locales »

« Priorité aux formations : Dans chaque région devrait être organisée un stage intitulé "Comment développer une action locale d'éducation populaire"

35 Moyens matériels : L'argent étant le "nerf de la guerre", rien d'efficace ne peut être obtenu sans financement. Ne pas rechercher ces moyens est la preuve que l'on ne souhaite pas agir. Le premier financement, ce sont les cotisations. Ensuite, il s'agit de faire agréer les UFAL dans les UDAF, car cela donne accès aux seules subventions pérennes sur critères. »

c) Des moyens accrus en 2011

- 525 Avec une équipe de 3 salariés et l'implication d'administrateurs "dédiés", l'UFAL nationale va concrétiser une action d'aide aux UFAL locales et départementales concernant notamment leurs dossiers d'agrément auprès des UDAF, et si besoin des commissions d'agrément ad hoc.
- Elle proposera aux unions locales et départementales une aide directe à la gestion des adhérents et des comptes.
- 530 Il sera également nécessaire de renforcer les structures régionales existantes, d'en créer de nouvelles et de les doter de moyens de jouer pleinement leur rôle de mise en réseau et de support aux départements.